
Commune de MOIRY

Révision du zonage d'Assainissement

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

COMPLÉMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Vu pour être annexé à l'arrêté municipal
du 18 juillet 2023,
soumettant à l'enquête publique le projet de
zonage d'assainissement.

Cachet de la Mairie / Signature du Maire



Révisé le:		Modifié le:		Mis à jour le:	

I. COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Introduction

Outre le dossier de révision du zonage d'assainissement, le dossier soumis à l'enquête publique doit comprendre la mention des textes qui régissent l'enquête publique, l'indication de la façon dont l'enquête s'insère dans la procédure administrative, la décision pouvant être adoptée au terme de l'enquête et l'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation du zonage d'assainissement.

Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables à **l'étude de zonage d'assainissement**.

Au titre du code de l'environnement, le dossier est complété, le cas échéant, par les pièces mentionnées à l'article R.123-8 du code de l'environnement, modifié par le décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 (voir chapitre ci-après).

N° de la pièce	COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE
	Désignation de la pièce
1	Dossier d'enquête publique
	Rapport explicatif comprenant les annexes suivantes :
	Annexe 1 : délibération du conseil municipal approuvant le projet de zonage d'assainissement
	Annexe 2 : Décision de la MRAE après examen au cas par cas
	Annexe 3 : projet de zonage d'assainissement des eaux usées
2	Compléments au titre de l'article R.123-8 du Code de l'Environnement

Remarque : les rapports détaillés de l'étude de révision du zonage d'assainissement, préliminaires à la réalisation du dossier d'enquête publique, seront tenus à disposition pour consultation en mairie de MOIRY :

- Rapport de phase 1 – Analyse de l'existant
- Rapport de phase 2 - Étude des différentes solutions d'assainissement

II. COMPLÉMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE R.123-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

SOMMAIRE

1. ÉTUDE D'IMPACT, ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE OU AUTRES AVIS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DE L'ÉTAT COMPÉTENTE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT	page 3	
2. NOTE DE PRÉSENTATION	page	3
3. TEXTES RÉGISSANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET SON INSERTION DANS LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE	pag	4
4. AVIS ÉMIS SUR LE PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	page	6
5. CONCERTATION PRÉALABLE	page	6
6. MENTION DES AUTRES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES	page	6
7. ANNEXES	page	7

1. ÉTUDE D'IMPACT, ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE OU AUTRES AVIS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DE L'ÉTAT COMPÉTENTE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

L'alinéa 1 de l'article R.123-8 du code de l'environnement indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

« Lorsqu'ils sont requis,

- a) *L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;*
- b) *Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ;*
- c) *L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 1221, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale »*

Après demande d'examen au cas par cas, il s'est avéré que la procédure de révision du zonage d'assainissement de la commune de MOIRY n'est pas soumise à évaluation environnementale, en application de la décision de l'autorité environnementale n°MRAe 2022DKGE161 du 15 septembre 2022.

2. NOTE DE PRÉSENTATION

L'alinéa 2 de l'article R.123-8 du code de l'environnement indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

« En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu »

Ci-dessous sont rappelées les coordonnées du maître d'ouvrage responsable de cette procédure et les objets de cette enquête publique, jugés utiles à la compréhension du public.

Une note de présentation de l'étude de révision du zonage d'assainissement fait l'objet du **rapport n°3 : Dossier d'Enquête Publique**.

COORDONNÉES DU MAITRE D'OUVRAGE RESPONSABLE DE LA PROCÉDURE ENGAGÉE	Commune de MOIRY Représentée par Madame Jacqueline PIERRE, Maire 1 Place de la Mairie 08370 MOIRY ☎ : 03 24 22 66 10 mairie-de-moiry@wanadoo.fr
OBJETS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE	REVISION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE MOIRY, engagé sur la totalité du territoire communal

Révision du zonage d'assainissement de la commune de MOIRY

3. TEXTES RÉGISSANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE ET SON INSERTION DANS LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

L'alinéa 3 de l'article R.123-8 du code de l'environnement indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins : « La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ; »

3.1. MENTION DES TEXTES RÉGISSANT CETTE ENQUÊTE PUBLIQUE

Cette enquête publique est régie par le **code général des collectivités territoriales** et par le **code de l'environnement**.

CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Articles L2224-8, L2224-10

Articles R2224-8, R2224-9

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Chapitre III du titre II du livre Ier parties législatives et réglementaires.

Articles L123-1 et suivants

Articles R123-1 et suivants

L'article R 2224-8 du code général des collectivités territoriales dispose que le projet de zonage d'assainissement est soumis à l'enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétents dans les formes prévues par les articles R 123-1 à R 123-27 du code de l'environnement.

Extrait de l'article R2224-8 du code général des collectivités territoriales : L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R 2224-9 du code général des collectivités territoriales, le dossier d'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

Extrait de l'article R2224-9 du code général des collectivités territoriales : Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé.

Le contenu du dossier d'enquête publique relève des dispositions de l'article R123-8 du code de l'environnement, modifié par le décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 – art 23.

L'organisation de cette enquête publique suit les dispositions des articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-27 du code de l'environnement, modifiés par l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement ; le décret n° 2020-133 du 18 février 2020 portant diverses dispositions en matière de protection des intérêts de la défense nationale ; le décret n°2011-2018 du

Révision du zonage d'assainissement de la commune de MOIRY

29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et par le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes.

3.2. INSERTION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE DANS LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE

L'enquête publique s'inscrit dans le cadre de la procédure de révision du zonage d'assainissement qui s'est déroulée ainsi:

1) Une étude de révision du zonage d'assainissement a été initiée fin 2021 et a permis d'élaborer en 2022 un projet de zonage.

Cette étude a consisté notamment à réaliser une analyse de l'existant (Rapport de phase 1), puis à proposer différentes solutions d'assainissement afin d'aboutir à une délimitation des zones d'assainissement collectif et non collectif (Rapport de phase 2).

2) Avis de l'autorité environnementale et validation du projet de zonage par le Conseil municipal

L'étude de révision du zonage d'assainissement n'est pas soumise à évaluation environnementale (décision de l'autorité environnementale n°MRAe 2022DKGE161 du 15 septembre 2022).

Par délibération en date du **03/06/2022**, le Conseil municipal a validé le projet de zonage d'assainissement de la Commune de MOIRY et a donné pouvoir à Madame le Maire pour exécuter toutes les formalités nécessaires à la mise à l'enquête publique du projet de zonage.

3) Enquête publique

Organisation de l'enquête publique :

. **le 19/05/2023** : La commune de MOIRY a saisi le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne pour la désignation d'un commissaire enquêteur.

. **le 05/06/2023** : Décision du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne pour la désignation d'un commissaire enquêteur.

. **le 18/07/2023** : Arrêté municipal prescrivant l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de révision du zonage d'assainissement (voir ci-après).

Lancement de la phase d'enquête publique :

La commune de MOIRY a saisi le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne pour solliciter la désignation d'un commissaire-enquêteur.

La demande a porté sur le **lancement d'une enquête publique** portant sur le projet de révision du zonage d'assainissement de MOIRY.

Par décision du 05/06/2023, le Vice-président du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne a désigné Monsieur Frédéric PIERROT, en qualité de commissaire-enquêteur.

Ensuite et conformément au code de l'environnement, Mme le maire de MOIRY a prescrit, par **arrêté du 18/07/2023** l'ouverture d'une enquête publique portant sur l'étude précitée.

Cette enquête se **déroulera à compter du 21/08/2023 au 23/09/2023 inclus**, sauf si elle est prolongée par décision motivée du commissaire-enquêteur, après en avoir informé la commune de MOIRY.

3.3. DÉCISION(S) ET AUTORITÉ COMPÉTENTE AU TERME DE L'ENQUÊTE

Le cas échéant, les observations formulées lors de l'enquête publique seront examinées, de même que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

Le projet de zonage d'assainissement sera si besoin modifié mais les adaptations à apporter ne devront pas être de nature à remettre en cause de façon importante le projet. À défaut une nouvelle enquête publique pourra s'avérer nécessaire.

Au terme de cette enquête publique, des décisions favorables ou défavorables pourront être adoptées par le conseil municipal de MOIRY, en tant qu'autorité compétente pour prendre la décision d'approbation du zonage d'assainissement.

4. AVIS ÉMIS SUR LE PROJET DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

L'alinéa 4 de l'article R.123-8 du code de l'environnement indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

« Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, plan, ou programme »

Dans le cadre de l'étude de révision du zonage d'assainissement, l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'Environnement a été sollicitée pour un examen au cas par cas, en vue de définir si celle-ci devait être soumise à évaluation environnementale. Le pétitionnaire a été exonéré de production d'une évaluation environnementale. Aucun autre avis n'est rendu obligatoire dans le cadre de cette étude.

5. CONCERTATION PRÉALABLE

L'alinéa 5 de l'article R.123-8 du code de l'environnement indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :

« Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13, ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 12116-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne »

Dans le cas présent, la procédure de révision du zonage d'assainissement n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable avec le public.

6. MENTION DES AUTRES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES

L'alinéa 6 de l'article R.123-8 du code de l'environnement¹ indique que le dossier soumis à l'enquête publique comprend au moins :
« La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance. »

L'autorisation visée par l'article L.214-3 du code de l'environnement² fait plus communément référence au dossier intitulé « dossier loi sur l'eau ».

L'article L.341-10 du code de l'environnement³ fait partie du livre III (Espaces naturels), titre IV (Sites), chapitre unique et section 1 (Inventaire et classement). Il précise que :

« Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale. [...] »

L'article L.411-2 du code de l'environnement⁴ fait partie du livre IV (Patrimoine naturel), titre 1er (Protection du patrimoine naturel), chapitre 1^{er} (Préservation et surveillance du patrimoine naturel), section 1 (Conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales et de leurs habitats). Son alinéa 4 fait référence à la délivrance d'une dérogation en cas d'atteinte à des espèces animales et végétales protégées par un arrêté ministériel.

Enfin, les articles visés par le code forestier font référence aux demandes d'autorisation préalable de défrichement.

Ces articles ont été abrogés à compter du 1^{er} juillet 2012 par l'ordonnance n°2012-92 du 26 janvier 2012, mais l'analyse reste la même avec les nouveaux articles en référence (articles du nouveau code forestier L.214-13 Modifié par LOI n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 - art. 69 et L.341-3 Modifié par DÉCRET n°2015-656 du 10 juin 2015 - art. 1).

⇒ **le zonage d'assainissement n'est pas directement concernés par l'obtention de toutes ces autres autorisations.**

7. ANNEXES

Les articles R.123-7 à R.123-23 du code de l'environnement liés au déroulement de l'enquête publique sont consultables sur le site <http://legifrance.gouv.fr/>.

¹ Texte en vigueur depuis le 01 août 2021 - Modifié par Décret n°2021-837 du 29 juin 2021 – art 23

² Texte en vigueur depuis le 9 décembre 2020 - Article modifié par la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 – art 48

³ Texte en vigueur au 10 août 2016 - Modifié par LOI n°2016-1087 du 8 août 2016 - art. 168

⁴ Texte en vigueur au 5 mai 2023 – Article modifié par la loi n°2021-1308 du 8 octobre 2021 – art. 35

